

ers et les près qui bordent le canal de Briare. Je ne suis non cher amis, si vous avez jamais fait attention à ces paysans qu'on peint en Allemagne sur les tabatières de cuir bouilli et qu'on accuse avec quelque raison de farder la nature par leurs vives enluminures. Il est sûr que le soleil à force d'être vivif y atteint le rouge de feu. Le paysage de Briare avait justement ces teintes brûlantes: il n'était pourtant que sept heures du matin, et l'air le plus frais caressait les feuillages.

A continuer.

RAPPORT

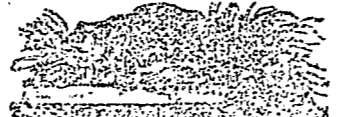
Du Comité Spécial nommé pour s'enquérir de l'administration de la Station de la Quarantaine à la Grosse-Isle, auquel a été renvoyée la Pétition de A. Larocque, Ecr., de la part du Bureau de Santé de la Cité de Montréal.

(Suite.)

91. Avez-vous entendu faire des plaintes à la Grosse-Isle quant à l'administration de la Station de la quarantaine; dites quelles sont ces plaintes et si vous les considérez bien ou mal fondées? — Je n'ai entendu aucunes plaintes à l'Isle.

92. Avez-vous quelque information à nous communiquer, relativement à la Station de la Quarantaine à la Grosse-Isle, ou quelque chose à nous suggérer à ce sujet; dans ce cas veuillez le faire connaître au Comité? — Quant à l'administration de la Station de la Quarantaine, j'ai compris, et mes confrères du Clergé qui ont été employés à la Grosse-Isle l'ont compris aussi, qu'il y avait quelque chose qui allait mal quelque part. Il n'y avait pas assez de Médecins à la Grosse-Isle pour ce qu'ils y avaient à faire. Les moyens employés pour le soulagement des malades et le rétablissement de leur santé étaient loin de suffire. En un mot, nous voulions déterminer à qui en appartenait le blame, on ne peut nier que, si la Station a été établie de manière à empêcher la dissémination de la maladie et de la peste, à conserver la vie à des milliers d'humains et de fiévreux que l'émigration devait laisser sur nos rives, le résultat a été tout autre que ce que l'on s'attendait qu'il serait. La fièvre, à l'heure qu'il est, s'est répan due dans les villes et les campagnes, dans le Haut et le Bas-Canada; et les législateurs et les citoyens doivent en venir à la conclusion, ou que le système établi pour prévenir les ravages de la maladie était en lui-même défectueux, ou que l'on s'est beaucoup trompé en faisant fonctionner ce système. J'étais sous l'impression, quand j'étais à la Grosse-Isle, que le Gouvernement Provincial avait fait bien peu pour la réception et le soin des émigrés malades, pour leur procurer le nombre de médecins suffisant, et, par-dessus tout, pour obtenir le nombre nécessaire de garde-malades. J'ai quitté la Grosse-Isle avec la persuasion que le Dr. Douglas n'avait que des pouvoirs très limités: que, s'il n'y avait pas assez de médecins, pas assez de garde-malades, et que si les médecins et les garde-malades n'étaient pas en possession de ce qui leur était absolument nécessaire pour l'accomplissement convenable de leurs charges respectives, c'est que le Dr. Douglas ne pouvait pas se les procurer; c'est que ses mains étaient liées. J'ai vu les médecins se donner toutes les peines du monde auprès des malades, je les ai souvent entendus se plaindre, en premier lieu, de ce qu'il était impossible pour eux de donner à un si grand nombre de malades tous les soins qu'il était nécessaire de leur donner; en second lieu, de ce qu'ils n'avaient pas à leur disposition les médicaments propres pour la guérison de leurs patients, ou des serviteurs en assez grand nombre pour veiller aux besoins des malades. Je répète ici ce que j'ai déjà dit, qu'il n'y avait pas assez d'appentis établis à la Grosse-Isle. De plus, que ceux qui y sont établis l'ont été dans des lieux peu propres à la ventilation et au rétablissement de la santé; la vie des personnes obligées de les visiter est en danger. J'ai visité les appentis établis près du Canal de La Chine ce matin, et je suis bien certain qu'ils sont mieux fournis de tout ce qui est nécessaire aux malades que les appentis et tentes occupés par les malades à la Grosse-Isle. Au moment où j'ai quitté ce dernier lieu, il n'y avait pas à voir une seule botte de paille sur l'Isle. Il n'y avait ni eau de source ni jus de citron; du moins nous n'en avons pas vu. Une fois lorsqu'il aurait dû y avoir un bateau-à-vapeur arrêté pour faire le voyage chaque jour à la Station, nous avons été une semaine entière sans voir le "St. George"; et même alors, quoique le bateau-à-vapeur ne fût qu'à une distance de deux acres du rivage, le Capitaine m'a laissé sur l'Isle ainsi que le Révérend M. Harrier, quand son équipage seulement nous a répondu à la demande qu'on lui faisait d'une chaloupe pour nous embarquer; et encore c'était en se moquant de nous. Si nous n'eussions obtenu de l'équipage du "Jessie," à force de sollicitations, de nous faire embarquer à bord du "Québec," nous aurions été contraints de rester une autre semaine à la Station. Ceci n'est qu'un exemple de l'inconvénient qu'il y a pour les messieurs du Clergé chargés de la Station de n'avoir point de chaloupe à leur disposition. Des vaisseaux arrivent chaque jour chargés de malades, et à moins que des personnes complaisantes ne nous mettent à bord, les malheureux émigrés se voient mourir à la vue de leur Clergé, sans pouvoir recevoir la consolation que désire toujours si ardemment un Irlandais catholique, les derniers sacrements de l'Eglise. Enfin, quant à l'administration ou mal-administration des affaires à la Grosse-Isle, c'est ma conviction que le Dr. Douglas fait jour et nuit des efforts sur-naturels pour donner aux malades tous les soins qu'il peut leur donner. Les efforts de trois médecins réunis suffiraient à peine, suivant moi, pour faire ce que fait le Dr. Douglas. Les choses devraient être réglées d'une toute autre manière qu'elles ne le sont actuellement. Il me semblerait absolument nécessaire que les devoirs du Médecin Suprême fussent distincts de ceux de ses Assistants. Le Dr. Douglas ne peut pas faire la visite de tous les vaisseaux qui arrivent à la Station et voir à tout d'ailleurs sur l'Isle. Il devrait se faire sans délai de meilleurs règlements pour la distribution des divers devoirs des différents Officiers; autrement les choses n'iront jamais bien. Il n'y a pas une police suffisante près des hôpitaux, comme il y en avait une les premières années, si je suis bien informé, laquelle est assurément indispensable dans l'état actuel des choses. Encore une fois, je solliciterai respectueusement l'attention des autorités pour que toutes les précautions possibles soient prises pour la conservation de l'argent et des biens de ceux qui débarquent à la Grosse-Isle, et pour qu'il soit tenu un registre correct des mortalités et des décharges. J'ai été huit jours à la Grosse-Isle, et j'ai pu me convaincre, durant ce temps, que si les choses continuaient telles qu'elles sont actuellement, bien peu d'entre les personnes qui y débarqueront pourront jamais en sortir. Des milliers de personnes y ont déjà trouvé une mort prématurée, des milliers y subiront encore le même sort, si la Législature et le gouvernement ne prennent pas les mesures nécessaires, non pas, il est vrai, pour réparer ce qui est irréparable, les erreurs du passé, mais pour en prévenir au moins le retour, à l'avenir. On ne devrait épargner aucune peine, aucun sacrifice pour rémunérer les services de ces médecins

u risquent leur vie au milieu des pestiférés, et l'on ne devrait regarder aucun argent pour engager ceux qui peuvent se laisser gagner par cet appas, à servir de garde-malades auprès de ces pauvres malheureux émigrés abandonnés de leurs amis. Je dois exprimer mon profond regret de ce qu'il a été donné si peu d'attention à la suggestion du Révérend M. Bailly-larocque, Chré de Québec, à propos de la construction d'appentis pour les émigrés malades, en quelqu'endroit dans le voisinage de Québec. Si l'on eût adopté son plan, non seulement Québec aurait été préservé de la contagion, mais encore les émigrés convalescens, venant de la Grosse-Isle dans un état débile, y auraient trouvé tant de bien-être que possible, jusqu'au moment où ils auraient été hors de danger de retomber malades. Ainsi ces malheureuses créatures, qui arrivent chaque jour de la Quarantaine, n'ayant ni santé, ni amis, ni argent, ni demeure, pourraient, avec les soins qu'ils y trouveraient, et en observant une diète convenable, recouvrer leurs forces, et ensuite s'établir dans les environs ou continuer leur voyage sans danger pour eux-mêmes ni pour les autres. Les autorités devraient adopter tôt ou tard un tel plan à la Grosse-Isle ou près de Québec, à moins qu'ils ne préférèrent voir mourir par milliers à la fois les émigrés maintenant en route ou qui se préparent à quitter l'Irlande pour le Canada. Je fais ces remarques dans l'intention seulement de faire voir où peut se trouver le mal, et pour mettre immédiatement les autorités en état de pouvoir y remédier. Je ne désire blâmer personne, car je ne sais pas qui mérite le blâme en cette affaire. Je ne puis cependant pas m'empêcher d'exprimer ma douleur de ce que tant de milliers de mes semblables, de mes compatriotes et sujets de cet Empire aient été ainsi négligés et sacrifiés. On ne doit pas s'attendre non plus que leur avenir sera très brillant, ou que la mortalité diminuera beaucoup parmi les émigrés, tant qu'ils seront envoyés des bords de la Grande Bretagne et de l'Irlande dans des vaisseaux où on les tasse par centaines dans la cale, sans air ni nourriture, ou sans les moyens de leur procurer la propreté et la ventilation, comme j'ai vu que ça été le cas à bord du "Avon" et du "Triton," ils mourront par centaines; la maladie devra s'emparer des plus robustes et les consommer. Les survivants atteints de la fièvre en débarquant à la Grosse-Isle trouveront bien peu de changement pour le mieux dans leur condition. Le plus grand nombre succombera sous l'influence réunie de la fièvre et de la dysenterie; ceux qui sont en santé, s'ils sont envoyés à Montréal, comme ça été le cas jusqu'ici, emporteront nécessairement avec eux le germe de la maladie, et deviendront les pensionnaires des appentis de cette Cité et ceux d'entre eux qui pourront quitter Montréal pour une autre destination, devront expier la plus part sur les quais de Kingston ou Toronto, ou enporter avec eux, partout où ils guideront leurs pas, la terrible maladie qui est répandue comme un drap mortuaire par tout le pays. Je le répète, l'on devrait adopter sans délai des moyens énergiques pour l'accommodement des émigrés malades et en santé à leur arrivée et débarquement, construire un plus grand nombre d'hôpitaux à la Grosse-Isle et dans un lieu plus sain, séparer avec soin les malades des personnes en santé et leur préparer des logements convenables à la Grosse-Isle ou en quelque autre lieu, pour le temps qu'ils seront en quarantaine que l'expérience doit maintenant nous avoir enseigné comme indispensablement nécessaires pour tous, avant qu'ils soient envoyés à Québec ou à Montréal. Je suis persuadé que les dépenses requises pour ces objets, dans le cas même où elles ne seraient pas remboursées par le Gouvernement de la Médecine-Patrie, seraient en quelque sorte compensées par la conservation de la santé publique, et la conservation de la vie d'un très grand nombre de personnes utiles à leurs familles et à la colonie.



MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, 7 JANVIER 1848.

LES JESUITES.

Le *Courier* de Montréal contenait l'autre jour le paragraphe suivant que nous traduisons: "L'expulsion des Jésuites de la Suisse, au prix de beaucoup d'argent et de sang, est à présent matière d'histoire. C'est un nouveau fait à ajouter à plusieurs du passé contre cet ordre religieux. Ils ont été expulsés de presque toutes les contrées catholiques romaines d'Europe. L'année dernière encore, le gouvernement de Louis-Philippe les a forcés à emporter leurs marchandises et leurs effets (goods and chattels), vendre leurs propriétés, et quitter la France. Leur pernicieuse influence est si grande! si pernicieuse parce qu'ils se mêlent de politique. S'ils se bornaient aux devoirs de leur sainte mission, s'ils ne se mêlaient que de choses spirituelles, on n'aurait aucune objection à les avoir, mais ils n'en veulent rien faire; de fait, ils ne peuvent être Jésuites, et ne se mêlent pas d'affaires temporelles. L'ORDRE DES JESUITES EST UNE BANDE ORGANISEE DE CONSPIRATEURS CONTRE LE GOUVERNEMENT POPULAIRE. L'un des grands buts de l'Ordre (que l'on appelle sacrilegument, blasphemously, la Société de Jésus), est la possession du pouvoir temporel, sous la spécieuse apparence de travailler par la plus efficace au salut des âmes. Leur grande maxime est: "la fin justifie les moyens." Oui! Après un semblable paragraphe, il est bien permis de se reposer un peu pour reprendre haleine. En vérité, ces lignes prouvent jusqu'à l'évidence combien notre charmant, gracieux et véridique confrère du *Courier* a poussé loin ses recherches en fait d'histoire des Jésuites. On voit que c'est un homme profondément instruit des faits; on voit que c'est un homme sans préjugés aucun, un homme qui ne ramasse pas sur sa route toutes les faussetés que l'on a débitées depuis tant d'années contre la Société de Jésus; on s'aperçoit que c'est un homme qui sait reconnaître le vrai mérite, qui accorde à chacun ce qu'il a droit d'avoir, qui en un mot est sûr, parfaitement sûr, on ne peut plus sûr de ses gentils avancés. Cela posé, reprenons et relisons l'article de notre confrère; c'est un petit document propre à le caractériser et à lui faire le plus grand honneur. Dire que l'expulsion des Jésuites de la Suisse se parle contre la Société de Jésus, et se joint à beaucoup d'autres faits de même espèce, et pour preuve citer le fait "que les Jésuites ont été expulsés de presque toutes les contrées catholiques de l'Europe; voilà qui montre chez l'écrivain beaucoup de logique d'abord et ensuite beaucoup d'histoire. Beaucoup de logique, car il faut bien se le rappeler, un jugement quelque rigoureux qu'il soit ne procure contre l'accusé qu'autant que les raisons qui le soutiennent sont

bonnes et valables. Eh bien! nous, nous soutenons que tous ces jugements rendus contre la Société de Jésus dans différentes contrées de l'Europe ne sont pas appuyés de raisons bonnes et valables; au contraire, nous soutenons que les raisons pour lesquelles on les a classés de différents pays sont toutes en leur faveur et ne prouvent que leur innocence, leur zèle insatiable de servir l'Eglise Catholique. Il est bien vrai que pour justifier (autant que possible) ces jugements iniques, on a amassé contre la Société de Jésus, les accusations les plus mauvaises, on a même été jusqu'à les prétendre prouvées; mais il n'en était rien.

En Allemagne, par exemple, l'histoire est là pour l'attester, pourquoi les Jésuites se sont-ils vus proscrire? parce qu'ils combattaient de toutes leurs forces les doctrines prétendues réformatrices de Luther. En Suisse, c'est pour le même motif qu'ils se sont vus expulsés. Pour l'Angleterre, il y a la même raison; ils ne voulaient pas reconnaître le roi ou la reine de l'Isle pour leur pape; ils se tenaient fermement attachés à la chaire de St. Pierre.

Est-il besoin d'autres exemples? Venise ne chassa ses Jésuites que parce qu'ils voulaient demeurer catholiques, parce qu'ils préférèrent écouter le souverain Pontife que d'obéir à la voix du Duce qui voulait en faire des religieux à la chaire de Pierre. — En Portugal, en Espagne, en France, pourquoi se virent-ils tant de fois persécutés, emprisonnés, chassés? parce qu'ils refusaient de servir les projets infâmes de certains ministres, parce qu'ils combattaient l'hérésie et l'impunité, parce qu'ils démasquaient les prétendus philosophes. A Rome enfin, les Jésuites n'eussent jamais été supprimés, s'ils n'avaient pas voulu continuer à servir la cause de l'Eglise Catholique, la cause de Jésus-Christ.

Tout ce que nous avançons là, nous pouvons le prouver et nous le prouverons, lorsque notre véridique confrère du *Courier* voudra bien nous donner les raisons qui le portent à à soutenir le contraire; et ce ne sont pas des phrases en l'air, des épithètes dédaigneuses, ou des injures qu'il nous fera; ce sont des faits et des faits non-inventés. Dans tous les cas, d'après ce que nous avons dit, il est facile de voir que l'expulsion des Jésuites, loin de pouvoir parler contre eux, prouve au contraire leur persistance dans la bonne cause et leur attachement inviolable à la Chaire de Pierre.

Quant à l'expulsion actuelle des Jésuites en Suisse, nous pouvons dire que cette expulsion est comme toutes ses devancières qu'un nouveau fait en faveur de la Société de Jésus. Là, comme en France l'année dernière, ce n'est pas tant aux Jésuites qu'on en veut qu'à la Religion Catholique elle-même. On aime beaucoup à avoir ainsi un corps religieux derrière lequel on puisse cacher ses projets incendiaires, ses projets destructeurs, ses projets anti-religieux. Ce qui le prouve bien clairement, c'est qu'en Suisse, on n'en voulait d'abord qu'aux Jésuites; eh bien! le gouvernement provisoire de Fribourg, après la prise de cette ville par les Fédéralistes, ce gouvernement composé tout entier de partisans des cantons protestants, a décrété l'expulsion, non seulement des Jésuites, mais encore des Liguoriens, des Marianites, des Frères de la Doctrine Chrétienne, des Sœurs de St. Joseph, des Sœurs de St. Vincent de Paul et des Sœurs du Sacré-Coeur. Supposons (ce qui n'est pas) que les Jésuites se fussent mêlés de politique, est-ce que l'on en dirait autant des Liguoriens, des Marianites, des Frères de la Doctrine Chrétienne? Est-ce que par hasard, les Sœurs de la Charité par exemple s'en mêleraient mêlé-exemple? Oh! non, impossible. Pourquoi donc les expulser? Que le *Courier* nous réponde. Il dira, sans doute, parce que les Jésuites se mêlent de politique.

Nous ne nous arrêtons pas à toutes les déclamations de notre confrère et à toutes les erreurs historiques et autres qu'il nous débite au sujet des Jésuites; ce serait peine inutile. Car nous sommes convaincu que celui qui ose réunir tant de faussetés et de faussetés en si peu de lignes est un homme trop préjugé et trop aveuglé pour pouvoir reconnaître ses écarts. D'ailleurs, notre confrère fait matières religieuses ce qu'il fait en politique. Nous les voyons sans cesse écrire les prétendus crimes, les prétendus rebellions continuelles des Canadiens-Français; il nous débite dug plus grand sang-froid les choses les plus incroyables, les plus calomnieuses, les plus odieuses, contre la partie Canadienne-Française de nos populations, et il a sans cesse à la bouche les grands mots de Loyalty, British Ascendancy, Constitution, etc., etc., etc; et pourtant si l'on pense un seul instant, on sera de suite que, s'il est quelque part en Canada un homme qu'on puisse appeler rebelle, cet homme n'est autre que celui qui écoute ses articles contre les Canadiens-Français. Ce que nous disons de l' politique, nous le disons de la religion; s'il est quelque part en Canada un homme intolérant, cet homme n'est autre que celui qui adresse de pareils écrits aux lecteurs Canadiens.

Nous nous arrêtons, car nous avons été plus long que nous ne le voulions, et puis les affaires d'une plus grande activité doivent nous occuper quelques instants.

LE JOURNAL D'AGRICULTURE

EN LANGUE FRANÇAISE.

Comme nous le disions dans notre avant-dernière feuille: le *Journal d'Agriculture* publié en langue française doit paraître cette semaine; une partie même sera expédiée dès demain. Ce journal est imprimé dans les ateliers des *Melanges Religieux*, et ne doit pas être, comme l'a dit la *Minerve* et comme le donne à entendre la *Revue Canadienne*, une traduction du *Journal anglais d'Agriculture* qui a fait son apparition ces jours derniers. Nous disions que nous en parlerions plus au long aujourd'hui, nous venons remplir notre promesse.

Nous n'entreprendrions pas de prouver l'utilité pour les Canadiens d'améliorer leur système présent d'Agriculture; c'est là un point sur lequel tous les gens instruits sont d'accord. Mais nous voulons montrer que ceux qui peuvent contribuer à cette amélioration. Ce sont d'abord les journalistes; c'est à eux à bien faire comprendre à leurs compatriotes instruits qu'il est de leur devoir le plus impérieux de soutenir la Société d'Agriculture dans son entreprise. C'est à eux à faire comprendre quelle marche doit suivre les notables des campagnes. Selon nous ces notables doivent d'abord donner au *Journal d'Agriculture* le plus de circulation possible dans leurs localités respectives; ils doivent engager leurs amis et ceux qui dépendent d'eux à recevoir ce journal et à le lire attentivement. Quand ils auront obtenu pour cette publication un certain nombre d'abonnés, leur tâche, selon nous, n'est pas encore finie; ils ne sont encore qu'au début. Il leur faut en effet se faire pour ainsi dire maîtres d'Écoles d'Agriculture; il leur faut expliquer, à ceux qui n'ont que peu d'éducation, les nouvelles méthodes, les nouvelles inventions, les nouveaux procédés; leur faire connaître que'sont les grains, les légumes, les fruits, etc., que le journal indique ou regarde comme préférables. Cela fait, ils ne devront pas encore se croiser les bras et s'imaginer avoir tout fait; non, il s'en

fiut de beaucoup. Ils auront encore l'exemple à donner: ils auront à cultiver ou à faire cultiver eux-mêmes les grains, les fruits, les légumes qui seront indiqués comme préférables; ils devront les cultiver ou faire cultiver de leur mieux; ils devront adopter les nouvelles méthodes, les nouveaux procédés; ils devront profiter des découvertes; des nouvelles inventions et les mettre en pratique autant que possible. Tout cela n'a pas besoin d'être fait sur une grande échelle d'abord et de manière à se ruiner, non; mais ce doit être fait de telle sorte que les résultats puissent être montrés aux cultivateurs peu instruits et même aux hommes d'éducation pour qu'ils puissent en apprécier le bon et le mauvais côté. Ce n'est pas tout encore; la Société d'Agriculture a droit à s'attendre à ce que ceux d'entre les cultivateurs de la campagne, qui auront usé de tel procédé, cultivé tel grain, etc., et qui auront un résultat satisfaisant, ne manquent pas de le faire savoir par communication à l'éditeur du journal. Ce n'est que de cette manière que les choses peuvent marcher: il faut qu'il y ait entre la société d'Agriculture et les notables des différentes localités du pays, union de sentiments, de volontés et d'actions. Sans cela, vaut autant renoncer à toute amélioration dans l'Agriculture canadienne. Ajoutons qu'il est dans le pays des hommes bien versés en ces matières, qui ne devraient pas refuser de prêter leur appui à la Société; ils devraient déposer sur le papier leurs idées en fait d'Agriculture, et les faire insérer dans le journal.

A part des journalistes et des notables des campagnes, il est encore une foule d'hommes qui peuvent puissamment aider en cette bonne œuvre. Ce sont les hommes de profession, ce sont les clercs en général, et les notables des villes: ces hommes instruits pour la plupart ne sont souvent nullement en position de mettre eux-mêmes en pratique les nouveaux procédés. Au moins, ils ne pourront nier qu'ils s'intéressent beaucoup aux progrès de l'Agriculture et qu'il est de la plus grande nécessité de l'améliorer en Canada. Eh bien! malgré leur position désavantageuse sous ce rapport, ils peuvent encore être de puissants auxiliaires à la bonne cause, et cela en souscrivant au *Journal*. C'est peu de choses pour un individu que la somme de cinq centimes, mais il n'en est pas de même pour la Société d'Agriculture. On se dit souvent, "on ne s'apercevra pas que je ne souscris point." Non, le public ne s'en aperçoit pas, mais un autre s'en apercevra, c'est l'Agriculture. Si vous ne souscrivez pas, un autre ne souscrira pas, et ainsi de suite, en sorte qu'à la fin le nombre des non-souscripteurs sera fort considérable et que ce sera autant de piastres de moins qui auraient pu s'employer ou ne peut mieux pour encourager l'Agriculture.

Nous espérons donc que nos confrères de la presse vont se joindre à nous comme ils l'ont déjà fait, pour obtenir les résultats que la Société a droit d'attendre; nous espérons que les notables feront leur devoir comme ils le doivent faire, et que les hommes instruits en général contribueront à la réussite de l'entreprise que fait à l'heure qu'il est la Société d'Agriculture du Bas-Canada.

"Un" dans *L'Avenir* du 5 écrit une correspondance pour soutenir un autre correspondant qui prend le nom de "Anti-Union" qui demande le rappel de l'Union. Mais le principal objet qu'on a en vue, est bien visible, c'est de chercher une manifestation de l'opinion publique en faveur de l'Hon. L. J. Papineau. Il le traite tout bonnement de Papineau, et semble se croire encore aux temps de 1835 et 1836. Parlant de neuf comtes dans le B.-C. composés d'Anglais, et les mettant en regard avec les 27 autres, il compare les populations, et en comptant les représentans, il s'écrie: Est-ce donc que les électeurs de ces neuf comtés valent trois fois les électeurs des autres?... C'est une injure, une injure atroce jetée à la face des canadiens, et l'Union nous donnât-elle les plus grands avantages financiers au lieu de nous voler comme elle l'a fait, cette seule injustice doit être plus que suffisante pour nous soulever et nous entraîner à la suite de Papineau, qui prend pour devise "rappel de l'Union."

Plus loin, le correspondant suggère aux Bas-Canadiens de partager le pouvoir avec les Tories du H.-C. temporairement et conditionnellement, puis de nous unir entre nous et de demander le rappel de l'Union, et il ajoute: "La nomination des candidats pour la ville de Montréal s'est faite aujourd'hui même et plus que jamais j'ai pu me convaincre que les canadiens partagent les sentiments de Papineau."

Nous pouvons d'abord répéter à M. le correspondant ce que nous avons déjà dit et ce que la Presse Canadienne-Française toute entière a répété avec nous; nous avons reçu le gouvernement responsable, voyons ce que nous en pouvons faire. Il est bien vrai que depuis quatre ans ce gouvernement a été une moquerie aux mains des ennemis du peuple Canadien, mais ce n'est pas une raison de croire qu'il en sera encore ainsi longtemps. Au contraire, voici que nous triomphons, pourquoi donc abandonner la partie à ce moment heureux? Est-ce que par hasard nous voudrions avoir flétri les transfuges politiques qui ont vendu leur pays pour servir leur seul intérêt, et cela pour emporter une victoire dont nous ne voudrions pas profiter? Quelles raisons y a-t-il pour agir ainsi? Est-ce parce qu'un homme, qui a servi autrefois le pays, et qui revient aux rives natales après l'uit ans d'exil, vient nous dire que le gouvernement que nous cherchons est une tromperie? Mais qui le lui a dit? quels sont ses motifs pour appuyer cet avis? Vous direz; c'est sa conviction. Très bien; mais la nôtre, celle de nos chefs, mais celle de la masse du peuple n'est pas la même, elle est tout différente. Que faire? abandonnera-t-on tout pour dire: "nous allons suivre cet homme? Non; cet homme lui-même, nous dit de continuer et de voir quel résultat nous allons obtenir. Eh bien! c'est ce que le peuple Canadien va faire et ce qu'il a toujours eu intention de faire depuis quatre ans; il est donc impolitique de répéter, jetez-vous à la suite de Papineau," nous disons impolitique, pour ne pas dire que c'est tentative de division, nous aimons à croire que le correspondant est animé des meilleurs motifs, mais nous ne pouvons nous empêcher de faire cette remarque, pour la raison qu'il donne lui-même en enseignant au Directeur de *L'Avenir* les devoirs d'un journaliste.

Quant au jour de la nomination à Montréal, auquel jour le correspondant dit s'être convaincu plus que jamais que les Canadiens partagent le sentiment de Papineau, nous disons à M. Ua que sans doute il se trouvait entendre diffusément des autres; car la majorité semblait partager des sentiments différents, et plusieurs disaient en entendant un orateur, Tory appeler révolutionnaire le manifeste de M. Papineau: "Ce manifeste n'est pas révolutionnaire, mais il contient des idées qui ne sont plus du temps actuel; c'est un document inopportun; c'est un anachronisme." Nous voulons bien croire que le correspondant soit convaincu de ce qu'il nous dit, mais nous croyons sincèrement qu'il se trompe beaucoup. Dans tous les cas, il est facile de se convaincre que presque la totalité des Canadiens, et par Canadiens nous entendons Libéraux, vont encore essayer, du gouvernement responsable et n'entend nullement s'enrôler